

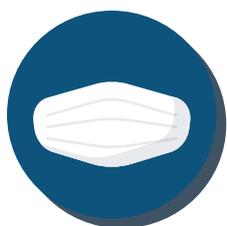
Des situations comme la pandémie de coronavirus conduisent rapidement à la désinformation, aux rumeurs et aux fausses informations ou fake news, comme nous l'avons vu avec les multiples crises que notre pays connaît depuis un certain temps. Nous avons un devoir et un rôle à jouer dans la lutte contre ce virus en nous assurant que nous partageons des informations de sources fiables et validées pour éclairer la lanterne de nos concitoyens pour des prises de décisions responsables.

La **campagne Coronavirus CivActs (CCC)** recueille les rumeurs, les préoccupations et les questions des communautés à travers le Niger pour éliminer les lacunes d'information entre le gouvernement, les médias, les ONG/AD et les citoyens. En fournissant au public des faits, nos équipes d'actions citoyennes assure une meilleure compréhension des besoins concernant le COVID-19 et démystifie les rumeurs avant de pouvoir faire plus de mal.

1221 CAS DÉCLARÉS AU NIGER

11 Sous traitement et 69 DÉCÈS

1141 sortis guéris



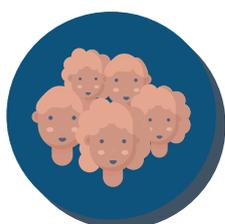
Utiliser un masque



Se laver les mains



Éviter les contacts
avec les animaux



Éviter les endroits
bondés



Contactez un bon
médecin

SAVIEZ-VOUS!!!

Selon les experts de l'OMS, le ralentissement de la progression de la pandémie ne signifie pas forcément qu'elle est sous contrôle car cela pourrait être plutôt la résultante de la faible performance de la stratégie de surveillance et de la faiblesse du système d'alerte. Il faudra également noter que les capacités de détection sont limitées au Niger et en Afrique en général.

En outre, le phénomène appelé « fatigue COVID-19 » a commencé à s'installer; où, malgré le port du masque, la distanciation sociale et la perturbation dans notre vie quotidienne, il semble n'ont pas de fin en vue. Pour cette raison, beaucoup se sentent épuisés et fatigués de la nouvelle routine et inconfortable et long de renouer physiquement avec les amis et la famille, les groupes sociaux et raviver les normes culturelles. En fait, de nombreux individus ont commencé à réformer

La COVID-19 présente à l'humanité l'un de ses plus grands défis. L'impact du virus COVID-19 a atteint les quatre coins du monde et a touché toutes les parties de la société. Mais certaines parties ont été plus touchées que d'autres, en particulier dans les milieux ruraux.

Source : OMS

**La campagne Coronavirus CivActs vous est présentée par
Accountability Lab Niger**



L'ESPACE CIVIQUE DEMEURE MENACÉ PENDANT LA PANDÉMIE DU COVID-19

1

L'activisme civique se poursuit pendant la pandémie du COVID-19 et les gens ont continué à se mobiliser pour revendiquer leurs droits.

On a attesté des cas de violations des droits de manifester tels que des arrestations de manifestants, des manifestations interrompues et l'usage de la force excessive par les Etats.

Les restrictions à la liberté d'expression et à l'accès à l'information se poursuivent.

Les États adoptent une législation d'urgence trop étendue ainsi que des mesures législatives limitant les droits humains.

En avril 2020, à peine un mois après que l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a déclaré l'épidémie de COVID-19 comme étant une pandémie, une série de violations alarmantes de l'espace civique par les États a été mise en évidence. Comme indiqué dans notre mémoire de recherche(pdf en anglais), dans de nombreux pays, les mesures d'urgence mises en place pour lutter contre la pandémie ont eu des répercussions préoccupantes sur la situation des droits humains et sur l'espace de la société civile. Après plus de six mois de pandémie, les violations et les restrictions de l'espace civique se poursuivent.

Source : OMS

**La campagne Coronavirus CivActs vous est présentée par
Accountability Lab Niger**



L'ESPACE CIVIQUE DEMEURE MENACÉ PENDANT LA PANDÉMIE DU COVID-19

2

Depuis 2016, le CIVICUS Monitor a fait un travail de documentation et d'analyse sur l'état de l'espace civique au sein de 196 pays. L'espace civique constitue le socle de toute société ouverte et démocratique et s'inscrit dans les libertés fondamentales des personnes de s'associer, de se réunir pacifiquement et d'exprimer librement leurs points de vue et leurs opinions. Ce dossier couvre les évolutions de l'espace civique en relation avec la COVID-19 entre le 11 avril 2020 et le 31 août 2020. Il a été établi à partir des données compilées de nos mises à jour de l'espace civique faites par des militants et partenaires sur le terrain.

Le Droit International des Droits de l'Homme (pdf en anglais) reconnaît que dans le contexte des situations d'urgence publique officiellement proclamées, y compris en matière de santé publique, qui menacent la vie d'un pays, des restrictions à certains droits peuvent être justifiées. Comme expliqué dans notre mémoire précédent, ces limitations doivent être conformes aux normes internationales (en anglais). Mais si le droit international est clair, certains États sont allés au-delà des restrictions justifiables, avec des conséquences négatives sur l'espace civique et les droits humains, en érigeant dans le même temps des barrières supplémentaires pour des groupes déjà en situation d'exclusion.

Source : OMS

**La campagne Coronavirus CivActs vous est présentée par
Accountability Lab Niger**



L'ESPACE CIVIQUE DEMEURE MENACÉ PENDANT LA PANDÉMIE DU COVID-19

3

Bien que les États aient imposé des restrictions aux grands rassemblements publics pendant la pandémie, les gens ont continué à se mobiliser à travers diverses formes de protestation. Cependant, lors des manifestations, un certain nombre de violations ont été enregistrées, notamment l'arrestation de manifestants, les interruptions de manifestations et le recours excessif à la force par les forces de l'ordre. En outre, les violations de la liberté d'expression, qui figuraient à de nombreuses reprises dans notre premier mémoire sur le COVID-19, se sont poursuivies. Ces violations comprennent la censure de la liberté d'expression, le ciblage des organes de presse ainsi que l'arrestation de journalistes. Les États ont également continué à adopter des lois restrictives, telles que des lois d'urgence trop étendues, sous prétexte de lutter contre la pandémie. Des citoyens, des journalistes et des défenseurs des droits humains (DDH) ont été victimes de harcèlement et d'intimidation. Pendant la pandémie, de nombreux groupes exclus ont été confrontés à des risques et violations supplémentaires de leurs droits.

Au fur et à mesure de la progression de la pandémie, les États ont continué à promulguer des mesures législatives d'urgence trop étendues et vagues et à adopter des lois restrictives sans consultation adéquate avec la société civile. Dans de nombreux États, la législation d'urgence a été utilisée pour réprimer les «fausses informations» sur la pandémie, ce qui a eu des conséquences néfastes sur la liberté des médias.

Source : OMS

**La campagne Coronavirus CivActs vous est présentée par
Accountability Lab Niger**



SUIVEZ L'ARGENT



FMI

200 millions de dollars

Banque
Mondiale

13,95 millions de dollars
us

Particuliers

Dangote
500 000 USD
ressortissants
sénégalais
vivant au Niger
1 000 000 FCFA



Achat du masque

156.000.000. FCFA

Groupe Maroc Telecom

15.000.000. FCFA

fonds de solidarité
nationale

1.242.278.711 FCFA

Union européenne

31 millions d'euros

Dons en nature

Plusieurs

Les
dépenses

